



CTL Lardy – Renault, Ampère & prestataires

Lundi 20 janvier 2024

Travailleurs de tous les pays, plus que jamais, solidarité Palestine !

Dimanche dernier, pour la première fois depuis 470 jours, Israël n'a pas bombardé Gaza. On ne peut que partager le soulagement de la population palestinienne touchée par la faim et les épidémies mais qui, au moins pour quelques jours, ne risque plus de recevoir des bombes sur la tête. Ce cessez-le-feu a été concédé par Israël. Mais nul doute que sa politique de colonisation, d'apartheid et de nettoyage ethnique, de Gaza à la Cisjordanie, du sud du Liban au plateau du Golan syrien ne s'arrêtera pas.

La sale guerre d'Israël contre les Palestiniens continue

Lors de l'annonce de la signature imminente d'une trêve, l'aviation israélienne avait bombardé au moment même où des Palestiniens prenaient la rue pour exprimer leur soulagement, faisant 80 morts. Un acte terroriste de plus pour signifier que cette trêve n'est qu'un répit fragile et que les Palestiniens restent des réfugiés sur leur propre terre.

La bande de Gaza est dévastée : 70 % des habitations sont endommagées, la plupart des écoles et des hôpitaux sont détruits, au moins 48 000 Palestiniens sont morts. La guerre menée par Israël est une guerre contre le peuple palestinien tout entier pour le faire fuir ou l'exterminer. C'est un génocide qui n'a pas commencé comme représailles à l'attaque du 7 octobre : l'État d'Israël est né de cet apartheid et de ce nettoyage ethnique qu'il poursuit jusqu'à aujourd'hui.

Cette sale guerre s'étend à toute la région : Cisjordanie, Liban, Syrie, Yémen, Iran ont été occupés ou bombardés cette année. Israël sort renforcée militairement mais au prix de massacres qui la disqualifient moralement.

La responsabilité des grandes puissances occidentales

Joe Biden a récemment révélé que lorsqu'il a fait part de ses inquiétudes sur la stratégie du « tapis de bombes », Netanyahu a répondu qu'il s'inspirait des bombardements intensifs de Berlin, Dresde, ou Hiroshima. L'impérialisme américain n'a jamais lésiné sur les massacres pour terroriser les populations civiles. Et pas seulement en Allemagne ou au Japon, mais aussi au Vietnam, en Afghanistan et en Irak. De même que son allié français en Algérie.

La guerre coloniale d'Israël s'inscrit dans cette lignée de crimes impérialistes. Sans le soutien actif des États-Unis et de puissances secondaires comme la France, Israël n'aurait pas pu mener à bien ses opérations génocidaires.

Comble du cynisme, ce cessez-le-feu intervient à quelques heures de la passation des pouvoirs aux États-Unis, de telle manière que Biden et Trump peuvent s'en présenter comme les artisans. Preuve s'il en fallait qu'ils auraient pu à n'importe quel moment imposer à Israël d'arrêter le massacre. Mais ils ne l'ont pas fait, trop intéressés de flatter leur chien de garde dans la région et de l'encourager à affaiblir leurs adversaires comme l'Iran et ses alliés.

En finir avec la loi de la jungle capitaliste

Les grandes puissances occidentales se présentent comme le camp de la démocratie et du droit international. Mais en Palestine comme hier en Irak, au Vietnam ou en Algérie, ils apparaissent aux yeux du monde pour ce qu'ils sont : le camp du génocide et de la loi du plus fort. Mais le plus fort ne sera pas éternellement celui qui a les bombes les plus modernes.

Les plus forts sont ceux qui produisent tout sur cette planète – y compris les armes. Ce sont les travailleurs et les travailleuses, qui eux, contrairement à leurs exploiteurs, n'ont aucun intérêt à monter les peuples les uns contre les autres, aucun intérêt à déclencher des guerres sans fin pour dominer une région riche en pétrole. Partout dans le monde, amplifions les mobilisations pour le droit des Palestiniens à l'existence, la fin du blocus de Gaza, la fin de l'apartheid et de la colonisation.

Pour que le naufrage moral des puissances occidentales en Palestine devienne un naufrage politique, que l'année 2025 soit celle où se dressent les classes populaires face à la dictature des milliardaires !

Management brutal

La direction disait que le démantèlement du groupe en filiales serait indolore et tranquille. Ce n'est pas tout à fait le sentiment des 162 salariés qui ont été sommés début janvier de passer de Renault à Ampère ou l'inverse, sur différents sites.

Avertis 2 semaines en avance, on ne leur a pas vraiment laissé le choix de cette « mobilité volontaire » (dans une autre entreprise !), puisqu'en cas de refus, il leur faut trouver un nouveau poste.

Il commence bien ce « nouveau contrat social » !

« Il faut que tout change pour que rien ne change »

La direction bouge les salariés d'une entreprise à l'autre et prétend que cela ne change rien, à part le « logo sur la feuille de paie ».

Alors comme ça il n'y aurait pas de différences entre les filiales ? On aimerait bien... Mais dans ce cas, pourquoi l'accord triennal prévoit-il la possibilité de faire des RCC ou des DA par filiale ?

Erreur de casting

On nous présente ces transferts de salariés comme de simples « ajustements » après la création d'Ampère il y a plus d'un an. Mais plutôt que de changer l'organigramme parce que c'est dysfonctionnel (selon la direction), peut-être qu'il suffisait de ne pas découper le groupe en tranches ?

Mauvais deal

Renault pavoise avec ses bons résultats commerciaux, les actionnaires sont contents : les ventes repartent à la hausse, la marge opérationnelle atteint 7,5%. Bravo de Meo ?

En aucun cas : du côté des salariés, on est encore nombreux à avoir en travers de la gorge le nouveau contrat de régression sociale contre lequel des centaines de salariés se sont mobilisés. Et ce n'est pas parce qu'il l'a fait signer à des dirigeants syndicaux qu'on va accepter les reculs.

Renault a distribué 539 millions d'euros de dividendes à ses actionnaires en 2024, et c'est à nous de faire des efforts ?

Il y a urgence !

C'est le sens de la lettre écrite à l'U.E par Ola Källenius, patron de Mercedes et nouveau chef de l'ACEA, l'association des patrons de l'auto en Europe. Urgence écologique, pour que les industriels décident de produire des véhicules moins polluants ?

Vu l'ampleur du changement climatique et de la pollution de l'air, ça paraît logique...

Non, pour les capitalistes européens de l'automobile, il y a urgence à assouplir les normes CAFE de 2025, urgence à soutenir l'industrie avec de l'argent public et urgence à combattre la concurrence internationale par des mesures protectionnistes.

Tout ça au nom de la compétitivité, bien sûr. Toujours le même lobbying patronal avec son habituel chantage à l'emploi... pour préserver les profits.

Hold-up sur les livrets d'épargne

Le gouvernement pioche à nouveau dans la poche des plus modestes. Dernière mesure en date : la décision du ministère de l'Économie de faire baisser, au 1^{er} février prochain, les taux du Livret A et du Livret de développement durable et solidaire, de 3 à 2,4 %, ainsi que du Livret d'épargne populaire (LEP), de 4 à 3,5 %.

Ces baisses permettront à l'État d'utiliser cet argent en versant des intérêts moindres. Bien souvent ces livrets – qui concernent 57 millions de personnes – contiennent les économies des familles modestes. Ce sont elles qui vont trinquer alors que les actionnaires des entreprises continuent de se gaver : les entreprises du CAC 40 ont distribué 98 milliards d'euros de dividendes aux actionnaires en 2024...

Mais c'est aux classes populaires que Macron, Bayrou et leurs soutiens font les poches.

Ça boume pour les marchands d'armes

Le ministre des Armées, Sébastien Lecornu, a rendu public le bilan des ventes d'armes tricolores en 2024. Et il ne tarit pas d'éloges parlant d'« une performance exceptionnelle » et de « la deuxième meilleure année de notre histoire ». Avec un total de 18 milliards d'euros, les industriels de l'armement ont réalisé l'an dernier un chiffre d'affaires plus de deux fois supérieur à celui de 2023. Cocorico !

Quant aux peuples contre lesquels on utilise ces armes, on ne leur a pas demandé de manifester leur enthousiasme et d'applaudir.

USA : changement de casting, même impérialisme

Trump vient de remplacer Biden : l'impérialisme américain a une nouvelle équipe à la tête de son gouvernement, composée de tous les courants de l'extrême droite avec 13 milliardaires dans le lot.

Au programme : coupes dans les services publics, remise en cause du droit à l'IVG, attaques racistes redoublées contre les migrants. Au niveau international, cette fine équipe ne réclame rien de moins que l'annexion du canal de Panama, du Groenland et du Canada ! Au-delà des effets d'annonce et de la démagogie, il s'agit d'affirmer la soif de puissance du chef de file de l'impérialisme occidental et l'avidité sans limite de ses capitalistes.

Mais « puissance » n'est pas synonyme de « toute puissance ». Les travailleurs et travailleuses américains ont déjà mené de grandes grèves ces dernières années. Ils pourraient bien continuer sur leur lancée, bousculer les plans du grand patronat et les empêcher de nuire.